



REGLEMENT DE SERVICE

ASSAINISSEMENT COLLECTIF

COMMUNAUTE DE COMMUNES ANJOU LOIR ET SARTHE

Service Assainissement collectif

Sommaire

Chapitre I.	Dispositions générales	1
ARTICLE 1.	Objet du règlement.....	1
ARTICLE 2.	Autres prescriptions.....	1
ARTICLE 3.	Catégories d'eaux admises au déversement	1
ARTICLE 4.	Définition des eaux usées domestiques	1
ARTICLE 5.	Modalités de déversement des eaux usées dans le réseau d'assainissement.....	1
ARTICLE 6.	Définition du branchement	2
ARTICLE 7.	Obligation et délai de raccordement.....	2
ARTICLE 8.	Déversements interdits	2
Chapitre II.	Branchement : partie publique	3
ARTICLE 9.	Modalités générales de réalisation des branchements.....	3
ARTICLE 10.	Réalisation du branchement.....	3
ARTICLE 11.	Conditions de suppression ou de modification des branchements	4
ARTICLE 12.	Surveillance, entretien, réparations, renouvellement de la partie des branchements situés sous le domaine public	4
Chapitre III.	Branchement : partie privée	4
ARTICLE 13.	Dispositions générales sur les installations sanitaires intérieures	4
ARTICLE 14.	Raccordement en domaine privé	4
ARTICLE 15.	Suppression des anciennes installations, fosses et cabinet d'aisance	5
ARTICLE 16.	Contrôle de bon raccordement	5
ARTICLE 17.	Cas particuliers du système unitaire.....	6
ARTICLE 18.	Indépendance des réseaux intérieurs d'eau potable et d'eaux usées	6
ARTICLE 19.	Étanchéité des installations et protection contre le reflux des eaux	6
ARTICLE 20.	Pose de siphons	6
ARTICLE 21.	Toilettes	6
ARTICLE 22.	Colonnes de chutes d'eaux usées.....	6
ARTICLE 23.	Broyeurs d'éviers et sanibroyeurs	6
ARTICLE 24.	Descente des gouttières	7
ARTICLE 25.	Réparations et renouvellement des installations intérieures	7
Chapitre IV.	– Aménageurs et lotisseurs.....	7
ARTICLE 26.	Cadre Règlementaire	7
ARTICLE 27.	Phases de conception et de réalisation	7
ARTICLE 28.	Phase rétrocession au domaine public.....	7
ARTICLE 29.	Raccordements antérieurs à la reprise du lotissement	8
ARTICLE 30.	Contrôles des réseaux privés.....	8
Chapitre V.	Les eaux non domestiques.....	8
ARTICLE 31.	Définition des eaux non domestiques	8
ARTICLE 32.	Conditions de raccordement pour le déversement des eaux non domestiques	8
ARTICLE 33.	Caractéristiques techniques des branchements industriels.....	8
ARTICLE 34.	Prélèvements et contrôle des eaux non domestiques	8
ARTICLE 35.	Obligation d'entretenir les installations de pré-traitement	9
ARTICLE 36.	Redevance d'assainissement applicable aux établissements industriels	9
ARTICLE 37.	Participation financières spéciales	9
Chapitre VI.	Clauses financières	10
ARTICLE 38.	Paiement des frais de raccordement au réseau public	10
ARTICLE 39.	Participation Financière à l'Assainissement Collectif (PFAC).....	10
ARTICLE 40.	Redevance assainissement	10

ARTICLE 41 Contrôle de bon raccordement	11
Chapitre VII. Manquements au règlement	11
ARTICLE 42 Infractions et poursuites.....	11
ARTICLE 43 Voies de recours des usagers.....	11
ARTICLE 44 Mesures de sauvegarde.....	11
Chapitre VIII. Dispositions d'application.....	11
ARTICLE 45 Date d'application.....	11
ARTICLE 46 Modifications du règlement	11
ARTICLE 47 Clauses d'exécution	12
Annexe	
Tableau récapitulatif facturation frais de branchement, PFAC et contrôle de bon raccordement	

Chapitre I. Dispositions générales

ARTICLE 1. Objet du règlement

L'objet du présent règlement est de définir les conditions et modalités auxquelles est soumis le déversement des eaux dans les réseaux d'assainissement des communes du territoire de la Communauté de Communes Anjou Loir et Sarthe (CCALS).

ARTICLE 2. Autres prescriptions

Les prescriptions du présent règlement ne font pas obstacle au respect de l'ensemble des réglementations en vigueur.

ARTICLE 3. Catégories d'eaux admises au déversement

Il appartient au propriétaire de se renseigner auprès du service d'assainissement sur la nature du système desservant sa propriété.

3.1. Secteur en réseau séparatif

Seules sont susceptibles d'être déversées dans le réseau eaux usées :

- Les eaux domestiques, telles que définies à l'article 4 du présent règlement.
- Les eaux non domestiques, comme étant assimilables aux eaux domestiques définies par les conventions spéciales de déversement passées entre le service d'assainissement et des établissements industriels à l'occasion des demandes de branchement au réseau public et autorisées par arrêté de la CCALS

3.2. Secteur en réseau unitaire

Seules sont susceptibles d'être déversées dans le réseau unitaire :

- Les eaux domestiques, telles que définies à l'article 4 du présent règlement.
- Les eaux industrielles, comme étant assimilables aux eaux domestiques définies par les conventions spéciales de déversement passées entre le service d'assainissement et des établissements industriels à l'occasion des demandes de branchement au réseau public et autorisées par arrêté de la CCALS.
- Les eaux pluviales.

ARTICLE 4. Définition des eaux usées domestiques

Les eaux usées domestiques comprennent les eaux ménagères (cuisine, salle de bain, lessive etc...) et les eaux vannes (WC).

Seules les eaux usées domestiques peuvent être rejetées dans les réseaux d'eaux usées.

Conformément à l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte doit être préalablement autorisé par le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent. Les modalités sont explicitées au Chapitre IV du présent règlement.

ARTICLE 5. Modalités de déversement des eaux usées dans le réseau d'assainissement

Chaque propriétaire souhaitant déverser des eaux usées dans le réseau d'assainissement devra en demander l'autorisation à la collectivité via la convention de déversement disponible auprès du service assainissement ou sur le site internet de la CCALS.

Si les eaux usées rejetées dans le réseau public ne sont pas des eaux usées assimilées domestiques, une convention spéciale de déversement sera établie entre la collectivité et le propriétaire de l'immeuble.

ARTICLE 6. Définition du branchement

Le branchement est constitué de l'ensemble des ouvrages placés sous le domaine public raccordant les installations privées au collecteur public :

- Un dispositif permettant le raccordement étanche au collecteur public,
- Une canalisation de branchement située sous le domaine public,
- Un ouvrage dit « boîte de branchement » ou « regard de branchement » placé sous le domaine public en limite de propriété pour le contrôle et l'entretien du branchement.

Chaque logement disposera d'un branchement individuel.

En tout état de cause, si la boîte de branchement existante est située en domaine privé, elle doit être visible et accessible.

Le raccordement du réseau privé sur la boîte de branchement laissée en attente en limite du domaine public est à la charge du propriétaire de l'immeuble. Le raccordement devra répondre aux normes d'étanchéité.

Les immeubles collectifs seront dotés d'un branchement par cage d'escalier (les commerces disposeront de branchements indépendants de ceux des logements).

En aucun cas, le propriétaire d'un branchement ne pourra autoriser un propriétaire voisin à se raccorder sur ses propres canalisations.

De même toute servitude créée ou issue de la division de propriété bâtie ou non bâtie doit être abandonnée, au profit d'un raccordement indépendant pour chaque nouvelle unité foncière.

Les réseaux intérieurs des immeubles doivent être réalisés en réseau strictement séparatif.

Les ouvrages situés sous domaine public sont de la responsabilité de la collectivité tandis que ceux situés sous domaine privé incombent au propriétaire.

ARTICLE 7. Obligation et délai de raccordement

Comme le prescrit l'article L1331-1 du Code de la Santé Publique, tous les immeubles situés en zonage d'assainissement collectif et qui ont accès aux réseaux d'assainissement collectif disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique, soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, doivent obligatoirement être raccordés à ce réseau, dans un délai de deux ans à compter de la date de mise en service du réseau d'assainissement collectif.

Dans le cas où le propriétaire dispose d'une installation d'assainissement non collectif conforme et dont le permis de construire date de moins de 10 ans, il pourra disposer d'un délai supplémentaire de 10 ans à compter de la date de mise en service du réseau d'assainissement collectif pour se raccorder.

Le Service assainissement s'assurera de la conformité de l'installation, un contrôle du dispositif ANC sera effectué à la charge du propriétaire.

Dans le cas où l'habitation ou l'immeuble n'est pas raccordable gravitairement, le propriétaire devra installer à ses frais un dispositif de relevage ou de refoulement des eaux usées en domaine privé.

Au terme des délais décrits ci-dessus et conformément aux prescriptions de l'article L1331-8 du Code de la Santé Publique, tant que le propriétaire ne s'est pas raccordé, il est astreint au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance d'assainissement qu'il aurait payée si son immeuble avait été raccordé au réseau, et qui pourra être majorée dans une proportion de 100% après décision de la collectivité.

ARTICLE 8. Déversements interdits

Quelle que soit la nature du réseau d'assainissement, il est formellement interdit d'y déverser notamment :

- Les eaux de drainage, de trop plein de puits ou de source
- Les eaux de vidange de piscine ou de bassin.

- Les rejets des séparateurs à hydrocarbures,
- Le contenu des fosses fixes,
- L'effluent des fosses septiques,
- Les ordures ménagères même après broyage,
- Les huiles usagées,
- Les lingettes
- Les déversements cités à l'article 29.2 du règlement sanitaire départemental du 23 novembre 1979,

Et d'une façon générale, tout corps solide ou non, susceptible de nuire soit au bon état, soit au bon fonctionnement du réseau d'assainissement, et le cas échéant, des ouvrages d'épuration, soit au personnel d'exploitation des ouvrages d'évacuation et de traitement.

Le service d'assainissement peut être amené à effectuer, chez tout usager du service et à toute époque, tout contrôle et prélèvement qu'il estimerait utile, pour le bon fonctionnement du réseau.

Si les rejets ne sont pas conformes aux critères définis dans ce présent règlement, les frais de contrôle, et d'analyses occasionnés seront à la charge de l'usager.

Chapitre II. Branchement : partie publique

ARTICLE 9. Modalités générales de réalisation des branchements

Conformément à l'article L1331-2 du Code de la Santé Publique, la collectivité exécutera ou pourra faire exécuter d'office les branchements de tous les immeubles riverains, partie comprise sous le domaine public jusqu'à et y compris le regard le plus proche des limites du domaine public, lors de la construction d'un nouveau réseau d'eaux usées.

La partie des branchements réalisés d'office est incorporée au réseau public, propriété de la collectivité.

Pour les immeubles édifiés postérieurement à la mise en service du réseau d'assainissement, la partie du branchement située sous le domaine public, jusqu'à et y compris le regard le plus proche des limites du domaine public, est réalisée à la demande du propriétaire, par le service d'assainissement.

Cette partie du branchement est également incorporée au réseau public, propriété de la collectivité.

ARTICLE 10. Réalisation du branchement

La demande d'établissement du branchement est à effectuer auprès de la collectivité par le propriétaire de l'immeuble à raccorder via la convention de raccordement disponible auprès du service assainissement de la CCALS. Le propriétaire joindra un plan de masse et de situation précisant l'emplacement souhaité de la boîte de branchement.

La CCALS dispose d'un délai de 2 mois à compter du dépôt de la demande pour statuer sur le projet.

Lors des travaux, la collectivité réalisera ou fera réaliser le branchement eaux usées sous domaine public et installera une boîte de branchement ou tabouret à passage direct en limite de propriété, côté domaine public. La profondeur de cette boîte dépendra de l'altimétrie du réseau d'assainissement existant. La CCALS évitera, dans la mesure du possible, que l'usager ait besoin d'installer un poste de relevage en domaine privé. L'usager sera tenu informé de la date des travaux par le service assainissement.

Les branchements seront réalisés selon les prescriptions des règlements en vigueur.

Suite aux travaux, le propriétaire sera redevable des frais de branchement (cf. article 38).

Chaque immeuble et chaque parcelle devra posséder sa propre boîte de branchement.

Pour les parcelles de superficie importante, une étude au cas par cas sera menée par le service d'assainissement.

Les branchements clandestins seront supprimés aux frais du propriétaire et la réalisation d'un nouveau branchement sera subordonnée au versement des frais de branchement.

ARTICLE 11. Conditions de suppression ou de modification des branchements

Lorsque la démolition ou la transformation d'un immeuble entraînera la suppression du branchement ou sa modification, les frais correspondants seront mis à la charge de la personne ou les personnes ayant déposé le permis de démolition ou de construire.

La suppression totale ou la transformation du branchement résultant de la démolition ou de la transformation de l'immeuble sera exécutée par le service d'assainissement ou une entreprise agréée par lui, sous sa direction.

ARTICLE 12. Surveillance, entretien, réparations, renouvellement de la partie des branchements situés sous le domaine public

La surveillance, l'entretien, les réparations et le renouvellement de tout ou partie des branchements situés sous le domaine public seront à la charge de la collectivité.

Dans le cas où il est reconnu que les dommages y compris ceux causés aux tiers sont dus à la négligence, à l'imprudence ou à la malveillance d'un usager, les interventions du service pour l'entretien ou les réparations sont à la charge du responsable de ces dégâts.

Le service d'assainissement est en droit d'exécuter d'office, après information préalable de l'utilisateur sauf cas d'urgence, et aux frais de l'utilisateur s'il y a lieu, tous les travaux dont il serait amené à constater la nécessité, notamment en cas d'inobservation du présent règlement ou d'atteinte à la sécurité sans préjudice des sanctions prévues à l'article 42 du présent règlement.

En cas de bouchage sur le réseau, la collectivité intervient à ses frais sur le domaine public lors d'une première intervention. Si l'incident est dû à un paramètre dépendant du propriétaire riverain (présence de racines, de forte quantité de graisse, etc.), le service contactera ce dernier pour l'inviter à régler le problème. En cas de bouchage répété lié à l'inaction du propriétaire, l'intervention lui sera facturée.

Chapitre III. Branchement : partie privée

ARTICLE 13. Dispositions générales sur les installations sanitaires intérieures

Le règlement sanitaire départemental devra être respecté et notamment les articles 42 à 50.

ARTICLE 14. Raccordement en domaine privé

Les raccordements effectués entre l'immeuble et la boîte de branchement située en limite de propriété sont à la charge exclusive des propriétaires. Les canalisations et les ouvrages de raccordement doivent assurer une parfaite étanchéité.

Le propriétaire sera redevable de la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC). (cf. article 39)

ARTICLE 15. Suppression des anciennes installations, fosses et cabinet d'aisance

Conformément à l'article L1331-5 du Code de la Santé Publique, dès l'établissement du branchement, les fosses et autres installations de même nature seront mises hors d'état de servir ou de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais du propriétaire. En cas de défaillance, le service d'assainissement pourra se substituer au propriétaire, agissant alors aux frais et risques de l'usager, conformément à l'article L1331-6 du Code de la Santé Publique.

Les dispositifs de traitement et d'accumulation, les fosses septiques ou toutes eaux et les microstations mis hors service ou rendus inutiles pour quelque cause que ce soit seront vidangés et curés. Ils seront soit retirés, comblés ou désinfectés s'ils sont destinés à une autre utilisation.

ARTICLE 16. Contrôle de bon raccordement

Les contrôles sont réalisés par la Communauté de communes ou par une entreprise mandatée par la collectivité. Ils ont une durée de validité de 3 ans à compter de la date du contrôle.

16.1. Dans le cadre d'un branchement neuf

Tout propriétaire se raccordant au réseau d'assainissement devra contacter le service assainissement lorsque les travaux en domaine privé sont terminés et les plomberies posées. Pour cela, il transmettra la déclaration d'achèvement des travaux au service assainissement de la collectivité. Un technicien le contactera alors pour fixer un rendez-vous pour le contrôle de bon raccordement. Ce contrôle sera facturé au propriétaire (cf. article 38).

Dans le cas où le contrôle est non-conforme, une contre visite sera réalisée selon les mêmes modalités.

16.2. Dans le cadre d'une mise en séparatif

Lorsqu'un immeuble est raccordé à un réseau unitaire et que des travaux de mise en séparatif sont réalisés sur le domaine public, le propriétaire dispose de 2 ans pour séparer ses eaux pluviales des eaux usées en domaine privé. Une fois les travaux terminés, le propriétaire contactera le service assainissement de la collectivité pour fixer un rendez-vous pour le contrôle.

Dans le cas où le contrôle est non-conforme, une contre visite sera réalisée selon les mêmes modalités.

Ce contrôle est valable 3 ans.

Si à l'issue des 2 ans, les travaux n'ont pas été réalisés et vérifiés, le propriétaire sera astreint au paiement de la redevance majorée de 100 %.

16.3. Dans le cadre d'une cession immobilière

Pour les cessions immobilières, un rapport de contrôle conforme de moins de 3 ans devra être présenté au moment de la vente définitive.

Un branchement sera déclaré conforme si :

- L'ensemble des évacuations susceptibles de recevoir des eaux usées sont raccordées au réseau d'assainissement eaux usées y compris les bondes de sols situées à l'intérieur ou sous des robinets extérieurs,
- L'ensemble des eaux pluviales est dissocié du réseau eaux usées*. Les eaux pluviales peuvent être raccordées dans le réseau eaux pluviales, infiltrées ou stockées sur la parcelle ou être dirigées vers la voie publique. Lors du contrôle, les gouttières devront être accessibles afin de pouvoir être testées. Dans le cas contraire, le contrôle pourra être déclaré non-conforme.

Dans le cas où le contrôle est non-conforme, le propriétaire vendeur devra réaliser les travaux de mise en conformité avant la vente. Une contre visite sera alors effectuée selon les mêmes modalités.

* Sauf dans le cas d'un réseau unitaire

ARTICLE 17. Cas particuliers du système unitaire

Dans le cadre de rénovation lourde ou dans le cadre de cession immobilière, les eaux usées et les eaux pluviales doivent être séparées autant possible jusqu'en limite de propriété. La réunion des eaux usées et de tout ou partie des eaux pluviales est réalisée en dehors de la construction à desservir et de préférence dans le regard, dit « regard de façade » pour permettre tout contrôle ou intervention, à tout moment, au service d'assainissement.

ARTICLE 18. Indépendance des réseaux intérieurs d'eau potable et d'eaux usées

Tout raccordement direct entre les conduites d'eau potable et les canalisations d'eaux usées est interdit ; sont de même interdits tous les dispositifs susceptibles de laisser les eaux usées pénétrer dans la conduite d'eau potable, soit par aspiration due à une dépression accidentelle, soit par refoulement dû à une surpression créée dans la canalisation d'évacuation.

ARTICLE 19. Etanchéité des installations et protection contre le reflux des eaux

Conformément aux dispositions du règlement sanitaire départemental pour éviter le reflux des eaux usées et pluviales d'égout public dans les caves, sous-sols et cours, lors de leur élévation exceptionnelle jusqu'au niveau de la chaussée, les canalisations intérieures, et notamment leurs joints, sont établis de manière à résister à la pression correspondant au niveau fixé ci-dessus. De même, tous orifices sur ces canalisations ou sur les appareils reliés à ces canalisations, situés à un niveau inférieur à celui de la voie vers laquelle se fait l'évacuation, doivent être normalement obturés par un tampon étanche résistant à ladite pression.

Les installations sanitaires privées, qu'elles soient situées en contrebas de la voie publique et/ou du réseau public ou non, doivent être protégées contre les conséquences d'une mise en charge de l'égout public, par un dispositif anti-retour ou par un dispositif de relèvement des eaux usées.

Les frais d'installations, l'entretien et les réparations sont à la charge du propriétaire.

ARTICLE 20. Pose de siphons

Tous les appareils (évier, machine à laver, lave-vaisselle...) raccordés doivent être munis de siphons empêchant la sortie des émanations provenant de l'égout et l'obstruction des conduites par l'introduction de corps solides. Tous les siphons sont conformes à la normalisation en vigueur.

Le raccordement de plusieurs appareils à un même siphon est interdit.

Aucun appareil sanitaire ne peut être raccordé sur la conduite reliant une cuvette de toilettes à la colonne de chute.

ARTICLE 21. Toilettes

Les toilettes seront munies d'une cuvette siphonnée qui doit pouvoir être rincée moyennant une chasse d'eau ayant un débit suffisant et adapté.

ARTICLE 22. Colonnes de chutes d'eaux usées

Toutes les colonnes de chutes d'eaux usées, à l'intérieur des bâtiments doivent être posées verticalement et munies de tuyaux d'évent prolongés au-dessus des parties les plus élevées de la construction. Les colonnes de chutes doivent être totalement indépendantes des canalisations d'eaux pluviales.

Ces dispositifs doivent être conformes aux dispositions du règlement sanitaire départemental relatives à la ventilation des égouts lorsque sont installés des dispositifs d'entrée d'air.

ARTICLE 23. Broyeurs d'éviers et sanibroyeurs

L'évacuation par les égouts des ordures ménagères et des eaux vannes même après broyage préalable est interdite.

En revanche, la présence de WC sanibroyeur est tolérée.

ARTICLE 24. Descente des gouttières

Les descentes de gouttières qui sont, en règle générale, fixées à l'extérieur des bâtiments, doivent être complètement indépendantes et ne doivent servir en aucun cas à l'évacuation des eaux usées. Les gouttières doivent être accessibles via des regards.

ARTICLE 25. Réparations et renouvellement des installations intérieures

L'entretien, les réparations et le renouvellement des installations intérieures seront à la charge totale du propriétaire de la construction à desservir par le réseau public d'évacuation.

Chapitre IV. – Aménageurs et lotisseurs

ARTICLE 26. Cadre Règlementaire

Les aménageurs publics ou privés doivent respecter le Cahier des charges défini par le service assainissement.

Le Cahier des charges est valable à la date de la signature de la convention de reprise d'un lotissement privé dans le domaine public.

Après signature, toute nouvelle réglementation, norme, etc. sera appliquée par la Communauté de Communes Anjou Loir et Sarthe.

ARTICLE 27 Phases de conception et de réalisation

L'aménageur, le lotisseur public ou privé doit :

- Respecter le « Cahier des charges à l'attention des aménageurs » défini et communiqué par le service assainissement,
- Faire une demande de raccordement au réseau public d'assainissement via le formulaire prévu à cet effet,
- Contrôler et s'assurer de la bonne exécution des travaux.

ARTICLE 28 Phase rétrocession au domaine public

L'incorporation des ouvrages d'assainissement d'eaux usées au domaine public de la Communauté de communes peut être sollicitée sous réserve notamment :

- De la remise des plans de récolement, des procès-verbaux d'essais de fin de chantier (compactage, étanchéité, ITV), du DOE,
- De la conformité aux normes et prescriptions définies par la Communauté de communes,
- Des preuves de bon état d'entretien des installations.

Il appartient au propriétaire des ouvrages d'effectuer la mise en conformité, les réparations nécessaires et d'apporter la preuve de cette mise en conformité avant toute rétrocession.

Le pilote sera la Mairie sur le territoire duquel est implanté le lotissement privé.

Il faut obligatoirement que les 3 collectivités (Mairie, Communauté de Communes Anjou Loir et Sarthe, et Syndicat d'eau) aient donné chacun leur accord sans réserve, par délibération, pour la reprise dans le domaine public.

La CCALS déterminera alors la date d'application de la reprise du réseau d'assainissement au vu d'une convention administrative avec l'association syndicale ou le lotisseur. La CCALS transmettra ensuite sa délibération à la mairie.

ARTICLE 29 Raccordements antérieurs à la reprise du lotissement

Le lotisseur ne peut pas refuser à la CCALS un raccordement d'un propriétaire sur le réseau privé lorsque la reprise n'a pas encore été actée.

Le lotisseur doit informer le Service assainissement qui procèdera à la facturation de la PFAC.

ARTICLE 30 Contrôles des réseaux privés

Le service d'assainissement se réserve le droit de contrôler la conformité d'exécution des réseaux privés par rapport aux règles de l'art et conformément au CCTP applicable aux travaux d'assainissement pour l'aménagement de ZAC, de lotissements et de groupes d'habitations.

Dans le cas où des désordres seraient constatés par le service d'assainissement, la mise en conformité sera effectuée par le propriétaire ou l'assemblée des copropriétaires.

Chapitre V. Les eaux non domestiques

ARTICLE 31 Définition des eaux non domestiques

Sont classés dans les eaux industrielles, tous les rejets correspondants à une utilisation de l'eau autre que domestique.

Une convention spéciale de déversement sera passée entre la CCALS et l'établissement souhaitant se raccorder au réseau d'évacuation public pour préciser leurs natures quantitatives et qualitatives.

ARTICLE 32 Conditions de raccordement pour le déversement des eaux non domestiques

Le raccordement des établissements déversant des eaux industrielles au réseau public n'est pas obligatoire, conformément à l'article L1331-10 du Code de la Santé Publique.

Toutefois, ceux-ci peuvent être autorisés à déverser leurs eaux non domestiques au réseau public dans la mesure où ces déversements sont compatibles avec les conditions générales d'admissibilité des eaux non domestiques.

ARTICLE 33 Caractéristiques techniques des branchements industriels

Si cela est demandé par la collectivité, les établissements consommateurs d'eau à des fins industrielles devront être pourvus de branchements distincts :

- Un branchement eaux domestiques,
- Un branchement eaux non domestiques,
- Un branchement eaux claires.

Chacun de ces branchements ou le branchement commun devra être pourvu d'un regard agréé pour y effectuer des prélèvements et mesures, placé à la limite de la propriété, de préférence sur le domaine public, pour être facilement et à toute heure, accessible aux agents du service d'assainissement.

Un dispositif d'obturation permettant de séparer le réseau public de l'établissement industriel, peut à l'initiative du service être placé sur le branchement des eaux non domestiques et accessible à tout moment aux agents du service d'assainissement.

ARTICLE 34 Prélèvements et contrôle des eaux non domestiques

Indépendamment des contrôles mis à la charge de l'industriel aux termes de la convention de déversement, des prélèvements et contrôles pourront être effectués à tout moment par le service d'assainissement dans les regards de visite, afin de vérifier si les eaux non domestiques déversées dans le réseau public sont en permanence conformes aux prescriptions et correspondent à la convention spéciale de déversement établie.

Les analyses seront faites par tout laboratoire agréé par le service assainissement.

Les frais d'analyse seront supportés par le propriétaire de l'établissement concerné si leur résultat démontre que les effluents ne sont pas conformes aux prescriptions, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 43 du présent règlement.

ARTICLE 35 Obligation d'entretenir les installations de pré-traitement

Les installations de pré-traitement sont notamment : les séparateurs à hydrocarbures, les bacs dégraisseur, les déboucheurs....

Les propriétaires ou occupants en charge de ces ouvrages doivent :

- Déclarer leur installation,
- Maintenir en permanence le bon état de fonctionnement,
- Communiquer annuellement au service assainissement tout justificatif prouvant le bon entretien de ladite installation.

35.1. Séparateur à hydrocarbures

Les aires de lavage de véhicules ou de matériel et les stations de distribution de carburants seront équipés de déboucheurs-séparateur à hydrocarbures à obturateur automatique. Ces eaux ne sont pas admises dans le réseau de collecte des eaux usées. Le rejet devra se faire dans le réseau d'eaux pluviales, après accord du gestionnaire de ce réseau.

35.2. Bac dégraisseur pour les établissements produisant des eaux grasses

L'évacuation, en provenance de locaux rejetant des eaux grasses ou chargées de féculs, tels que boucheries, boulangeries, charcuteries, cuisines de restaurant ou de collectivité, etc. nécessite l'installation de bacs dégraisseurs et/ou séparateurs à féculs correctement dimensionnés et ceci à proximité de la source. Ces ouvrages doivent être hermétiquement clos, munis de tampons de visite, accessibles et ventilés réglementairement.

L'utilisateur en tout état de cause, demeure seul responsable de ces installations.

Si des désagréments étaient constatés sur les ouvrages d'épuration de la collectivité du fait d'un mauvais entretien des équipements privés, les frais d'entretien/réparation seront répercutés sur le propriétaire concerné.

ARTICLE 36 Redevance d'assainissement applicable aux établissements industriels

En application du décret n°67-945 du 24 octobre 1967, les établissements déversant des eaux industrielles dans un réseau public d'évacuation des eaux usées, sont soumis au paiement de la redevance d'assainissement sauf dans les cas particuliers visés à l'article 34 ci-après.

ARTICLE 37 Participation financières spéciales

Si le rejet d'eaux industrielles entraîne pour le réseau et la station d'épuration des sujétions spéciales d'équipement et d'exploitation, l'autorisation de déversement pourra être subordonnée à des participations financières aux frais de premier équipement, d'équipement complémentaire et d'exploitation à la charge de l'auteur du déversement, en application de l'article L1331-10 du Code de la Santé Publique. Celles-ci seront définies par une convention spéciale de déversement si elles ne l'ont pas été par une convention antérieure.

Chapitre VI. Clauses financières

ARTICLE 38 Paiement des frais de raccordement au réseau public

Toute viabilisation de parcelle via un branchement eaux usées donne lieu au paiement par le demandeur du coût forfaitaire du branchement.

38.1. Cas d'un particulier

Les travaux de création d'un branchement d'eaux usées sur le domaine public pour la desserte d'une parcelle au droit de laquelle passe un réseau public d'eaux usées ou unitaire, sont réalisés par la Communauté de communes.

Le coût des travaux sur le domaine public est à la charge du bénéficiaire de l'autorisation de construire. Les frais de branchement sont exigibles à compter de la réception des travaux sur le domaine public. Le tarif est fixé chaque année par délibération, sur décision du Conseil communautaire.

38.2. Cas d'un aménageur public ou privé

Dans le cadre d'un projet d'aménagement ou de construction, si le raccordement au réseau public nécessite une extension de réseau sous domaine public jusqu'à l'emprise du projet, le service assainissement de la Communauté de communes peut demander à ce qu'un accord préalable soit conclu. Cet accord intervient avant la phase instruction du dossier par le service ADS (Autorisation du Droit des Sols).

Sans accord préalable, le Service assainissement ne pourra pas s'engager sur un délai de réalisation de travaux.

ARTICLE 39 Participation Financière à l'Assainissement Collectif (PFAC).

Conformément à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique, les propriétaires des immeubles soumis à l'obligation de raccordement sont astreints à verser une participation financière pour tenir compte de l'économie réalisée par eux, en évitant une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle.

Le paiement de cette redevance est dû par le propriétaire au moment du raccordement effectif :

Dans le cadre des ZAC :

- si l'aménageur ne finance pas des équipements extérieurs au périmètre de la ZAC, la PFAC s'applique selon les modalités décrites ci-dessus.
- Si l'aménageur finance des équipements extérieurs au périmètre de la ZAC, la PFAC s'applique à l'aménageur. Son montant est diminué du coût des travaux que l'aménageur a financé.

Le tarif est fixé chaque année par la collectivité. La PFAC est exigible à compter du raccordement effectif de l'immeuble au réseau d'assainissement.

ARTICLE 40 Redevance assainissement

En application du décret n°67-945 du 24 octobre 1967 et des textes d'application, l'usager domestique raccordé à un réseau public d'évacuation de ses eaux usées est soumis au paiement de la redevance d'assainissement.

Les taxes et redevances sont fixées par la loi où les organismes auxquelles elles sont destinées.

Le service de l'assainissement est généralement facturé en même temps que le service de l'eau. La facture est établie sur la base du volume d'eau potable consommé (m³) et peut comprendre un abonnement. En cas de déménagement, la part abonnement est proratisée à la durée passée dans le logement.

Les tarifs du service (abonnement et prix/m³) sont fixés chaque année par la collectivité.

ARTICLE 41 Contrôle de bon raccordement

Les contrôles de conformité des raccordements effectués lors de la réalisation d'un branchement neuf ne sont pas facturés.

Ceux effectués dans le cadre des cessions immobilières sont facturés au demandeur.

Dans le cas des immeubles comportant plusieurs logements sur une même parcelle, le coût du contrôle sera le suivant : prix d'un contrôle + (0.5 x prix du contrôle x nombre de logement supplémentaire)

Les tarifs sont fixés chaque année par la collectivité. Les frais de contrôle sont exigibles à compter de la réception du rapport de contrôle par l'utilisateur.

Chapitre VII. Manquements au règlement

ARTICLE 42 Infractions et poursuites

Les infractions au présent règlement sont constatées, soit par les agents du service d'assainissement, soit par le représentant légal ou mandataire de la collectivité. Elles peuvent donner lieu à une mise en demeure et éventuellement à des poursuites devant les tribunaux compétents.

ARTICLE 43 Voies de recours des usagers

Les litiges individuels entre les usagers du service d'assainissement collectif et ce dernier relèvent de la compétence des tribunaux judiciaires.

Préalablement à la saisine des tribunaux, l'utilisateur peut adresser un recours gracieux au Président de la Communauté de Communes Anjou Loir et Sarthe. L'absence de réponse à ce recours dans un délai de quatre mois vaut décision de rejet.

ARTICLE 44 Mesures de sauvegarde

En cas de non-respect des conditions définies dans les conventions de déversement, passées entre le service d'assainissement et des établissements industriels, troublant gravement, soit l'évacuation des eaux usées, soit le fonctionnement des stations d'épuration ou portant atteinte à la sécurité du personnel d'exploitation, la réparation des dégâts éventuels et du préjudice subi par le service est mise à la charge du signataire de la convention. Le service d'assainissement pourra mettre en demeure l'utilisateur par lettre recommandée avec accusé de réception, de cesser tout déversement irrégulier dans un délai inférieur à 48 heures.

En cas d'urgence ou lorsque les rejets sont de nature à constituer un danger immédiat, des travaux peuvent être entrepris d'office par la collectivité qui facturera les coûts induits au propriétaire.

Chapitre VIII. Dispositions d'application

ARTICLE 45 Date d'application

Le présent règlement entre en vigueur le 16 février 2023. Tout règlement antérieur étant abrogé de ce fait.

ARTICLE 46 Modifications du règlement

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par la Collectivité et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le règlement initial.

Le présent règlement peut être consulté

- en ligne : <https://www.ccals.fr/listes/assainissement/>
- au siège de la Communauté de Communes Anjou Loir et Sarthe (103 rue Charles Darwin – 49125 Tiercé)
- dans chacune des mairies du territoire de la CCALS.

ARTICLE 47 Clauses d'exécution

Le Président de la Communauté de Communes Anjou Loir et Sarthe, les agents du service d'assainissement habilités à cet effet et le receveur en tant que de besoin, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent règlement.

Fait à Tiercé, le 20 février 2023

Le Président,
Jean-Jacques GIRARD



